LE NIVEAU DE FINANCEMENT DE LA recherche universitaire au Canada et aux États-Unis : Étude comparative

PAR Jean-Pierre Robitaille et Yves Gingras
Département d'histoire et Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)
Université du Québec à Montréal

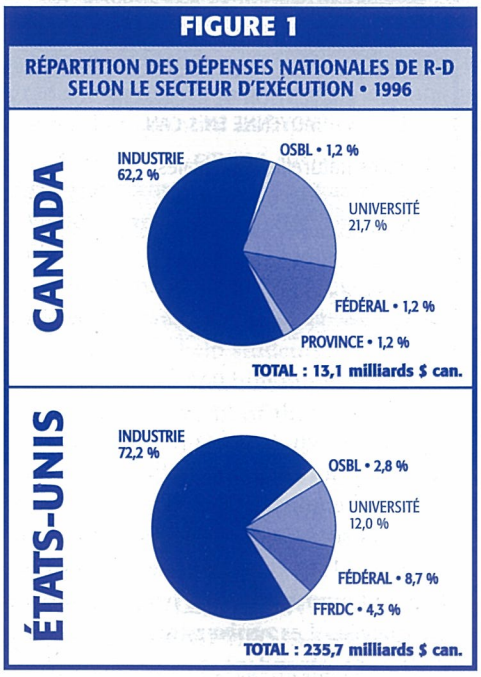
EN RAISON DE SON RÔLE AU SEIN DE LA R-D NATIONALE ET DE LA STRUCTURE DE SON FINANCEMENT, LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE CANADIENNE PEUT LÉGITIMEMENT ÊTRE COMPARÉE À LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE AMÉRICAINE. LES GOUVERNEMENTS DES DEUX PAYS RECONNAISSENT EN EFFET DEPUIS LONGTEMPS L'IMPORTANCE DES UNIVERSITÉS AU SEIN DU SYSTÈME NATIONAL D'INNOVATION ET, DANS LES DEUX CAS, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEMEURE ENCORE LE PRINCIPAL BAILLEUR DE FONDS, BIEN QUE DES EFFORTS NOTABLES AIENT ÉTÉ RÉALISÉS CES DERNIÈRES ANNÉES AFIN D'AUGMENTER LA PART DE FINANCEMENT EN PROVENANCE DU SECTEUR PRIVÉ.

CONTRIBUTION DES UNIVERSITÉS À LA R-D NATIONALE

Au Canada comme aux États-Unis, les universités représentent en 1996 le deuxième secteur d'exécution en matière de R-D, après le secteur industriel. Au Canada toutefois, la part des universités dans la R-D nationale (21,7%) est presque deux fois plus élevée qu'aux États-Unis (12,0%). Ce recours plus massif du Canada à la capacité de recherche de ses universités correspond en fait à une tendance observée dans la plupart des économies avancées de petite taille qui compensent ainsi la faiblesse relative de leur R-D industrielle (figure 1).

FIGURE 1

RÉPARTITION DES DÉPENSES NATIONALES DE R-D SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION • 1996



La part des universités dans la R-D nationale canadienne, qui avait atteint un sommet record de 26,1% en 1991, n'a cessé depuis de diminuer. En 1996, elle a même atteint son niveau le plus bas depuis onze ans (21,7%). Aux États-Unis, par contraste, la part des universités dans la R-D nationale est passée de 11% à 12% au cours de la même période.

Les universités s'illustrent en outre par un engagement prononcé dans des recherches productrices de nouvelles connaissances. Aux États-Unis, par exemple, les deux tiers (67,0%) des dépenses de R-D réalisées dans les universités en 1995 sont consacrées à des travaux de recherche dite fondamentale. À elles seules, les universités effectuent un peu plus de la moitié (52.2%) de toutes les dépenses de recherche fondamentale aux États-Unis (NSB, 1998). Les données de Stat Can ne distinguent malheureusement pas la recherche fondamentale de l'ensemble de la R-D, mais il y a tout lieu de croire que, tout comme leurs voisines du Sud, les universités canadiennes sont elles aussi responsables de la plus grande partie de l'effort national en matière de recherche fondamentale.

Tout indique en somme que, dans les années 1990, les Américains et particulièrement leur gouvernement fédéral, accordent encore une grande confiance à la recherche universitaire ou, à tout le moins, qu'ils sont tout à fait disposés à soutenir son développement, même dans un contexte où l'ensemble des activités de R-D connaissent un



ralentissement notable. Par contraste, l'ensemble de la R-D canadienne connaît une accélération de son rythme de croissance dans les années 1990, mais les ressources tendent à se concentrer dans l'industrie alors que la recherche universitaire assiste à un certain effritement du support qui lui est accordé. Si une telle tendance se maintient et si, comme aux États-Unis, la plus grande partie de la recherche fondamentale canadienne se concentre dans les universités, ce qui est plausible, il y aurait lieu de craindre une certaine détérioration des capacités du Canada en matière de recherche fondamentale. Notons toutefois que la création au cours des dernières années de différents programmes d'investissements (Fondation canadienne pour l'innovation. Chaires du Millénaire, Génome Canada) laissent croire à un renversement des tendances. Cependant, étant donné le taux de croissance de la R&D aux Etats-Unis, il n'est pas certain que ces initiatives permettront de faire diminuer les écarts obsevés. Seules les données statistiques des prochaines années permettront de mesurer les effets de ces nouvelles initiatives canadiennes.

RECHERCHE SUBVENTIONNÉE ET CONTRACTUELLE

Selon une perception largement répandue, le secteur privé canadien n'aurait pas réalisé, historiquement, des efforts aussi substantiels que les entreprises américaines dans le financement de la recherche universitaire. Les gouvernements canadiens auraient ainsi été appelés à jouer, dans ce secteur comme dans plusieurs autres, un rôle beaucoup plus considérable que leurs homologues américains. Une tradition d'aide et d'intervention gouvernementales serait, autrement dit, l'une des caractéristiques distinctives du Canada. Or, les données présentées ici démontrent que cette perception n'est pas fondée. Toutes proportions gardées, les universités canadiennes recevaient déjà au milieu des années 1980 autant d'argent du secteur des entreprises que les établissements américains et aujourd'hui, le financement privé de la recherche universitaire est nettement plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. En revanche, les subventions du gouvernement fédéral ont été et demeurent encore beaucoup moins substantielles au Canada qu'aux États-Unis.

Avec un taux de croissance annuel moyen de 4,58% entre 1984 et 1996, le financement du gouvernement fédéral américain a progressé trois fois plus rapidement que celui du gouvernement fédéral canadien qui se situe pour la même période à 1,20%. Au Canada, le financement fédéral connaît une décroissance assez sensible depuis 1995. Aux États-Unis, par contraste, la valeur réelle (en dollars constants) des subventions et contrats fédéraux n'a jamais diminué au cours de la période étudiée.

La valeur des subventions et contrats accordés par les gouvernements des États américains a elle aussi progressé plus rapidement (4,51%) que celle des gouvernements provinciaux canadiens (3,57%).

En revanche, avec des taux de croissance respectifs de 11,36% et de 5,76% le financement de l'industrie et du secteur privé sans but lucratif canadiens a progressé plus rapidement que le financement de leur vis-à-vis américains. À partir de 1994 toutefois, le financement du secteur privé plafonne au Canada, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis. Aux États-Unis comme au Canada, le gouvernement fédéral demeure le plus important bailleur de fonds en matière de recherche subventionnée et contractuelle dans les universités. Mais les octrois fédéraux représentent une part beaucoup plus considérable des dépenses totales de recherche dans les établissements américains que dans les établissements canadiens (figure 2).

Réciproquement, la part des provinces, des industries et des organismes sans buts lucratifs canadiens est plus considérable que celle de leurs vis-à-vis américains.

LA SUBVENTION MOYENNE ACCORDÉE AU CHERCHEURS

Afin de ramener à une échelle humaine les données sur les octrois fédéraux, nous avons tâché d'établir une mesure de la subvention moyenne accordée aux chercheurs américains et canadiens. Le tableau 1 met en présence les subventions moyennes des organismes canadiens avec les subventions moyennes des organismes américain. Or, cela nous permet de constater que les subventions américaines demeurent encore trois fois plus élevées que les subventions canadiennes, même lorsque la part des frais indirects est déduite.

FIGURE 2

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE RECHERCHE SUBVENTIONNÉE ET CONTRACTUELLE DANS LES UNIVERSITÉS SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT • 1996

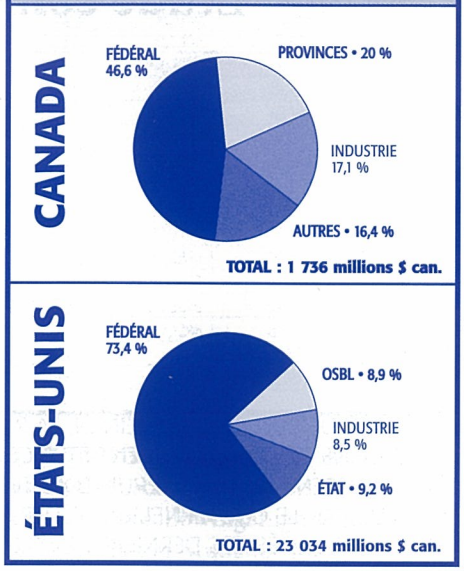


TABLEAU 1

CANADA & ÉTATS-UNIS
VALEUR MOYENNE DES SUBVENTIONS DE RECHERCHE ACCORDÉES AUX UNIVERSITÉS
PAR LE CRSH, LE CRSNG, LA NSF, LE CRM ET LES NIH
FRAIS INDIRECTS EXCLUS (EN $ CAN.), 1995

	SUBVENTION DE RECHERCHE MOYENNE EN $ CAN.
Sciences naturelles et sociales	
CRSH	21 824
CRSNG	35 537
NSF	116 718
Sciences de la santé	
CRM	73 537
NIH	223 879

Notons en terminant que, dans les deux pays, la croissance du financement de la recherche universitaire en provenance de toutes les sources s'est ralentie entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 et ce, tant pour les fonds d'origine publique que privée. Les universités américaines bénéficient cependant, tout au long de la période étudiée, d'un support gouvernemental qui leur assure globalement, en matière de R-D, un meilleur climat financier que les universités canadiennes.

LE RAPPORT COMPLET EST DISPONIBLE À L'ADRESSE SUIVANTE:
HTTP://WWW.OST.QC.CA

OSLB	ORGANISATION SANS BUT LUCRATIF
	ORGANISMES CANADIENS
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et genie
CRM	Conseil de recherches médicales
	ORGANISMES AMÉRICAINS
FFRDC	Federally Funded Research and Development Centers
NSF	National Science Foundation
NIH	National Institutes of Health